

<b>Zeitschrift:</b>	Fachblatt für schweizerisches Anstaltswesen = Revue suisse des établissements hospitaliers
<b>Herausgeber:</b>	Schweizerischer Verein für Heimerziehung und Anstaltsleitung; Schweizerischer Hilfsverband für Schwererziehbare; Verein für Schweizerisches Anstaltswesen
<b>Band:</b>	13 (1942)
<b>Heft:</b>	11
<b>Artikel:</b>	Prescriptions no. 386 A/42 concernant les articles de pansement de provenance indigène = Verfügung Nr. 386 A/42 über die von den schweizerischen Verbandstoff-Fabriken hergestellten Artikel
<b>Autor:</b>	[s.n.]
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-806156">https://doi.org/10.5169/seals-806156</a>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

kuloseversicherung die Gewährung der Bundessubvention davon abhängig gemacht, daß es sich um Tuberkulosefälle handelt. Die präventive Behandlung ist absichtlich ausgeschlossen worden, obwohl man sich dessen bewußt war, daß ihr eine große Bedeutung zukommt. Was nun aber die Bekämpfung der Tuberkulose bei Kindern anbelangt, so hat man sich davon überzeugen lassen, daß diese ohne Prophylaxe nicht wirksam sein kann. Es mußten aber, um eine zu große Belastung der Krankenkassen zu vermeiden, Mittel und Wege gefunden werden, daß nicht Erholungskuren aller Art zu Lasten der Krankenkassen gemacht werden. Die Kassen dürfen ihre Tuberkulose-Versicherungsleistungen an solche Kinder

gewähren, die entweder

- a) bazillär gefährdet sind oder
- b) Pirquet oder Moro positive Reaktionen aufweisen und zudem durch besondere ungünstige hygienische Verhältnisse oder schwere interkurrente Krankheit geschädigt sind, ohne schon tatsächlich tuberkulös krank zu sein.

Auch in bezug auf die Präventorien für Kinder galt es, den Grundsatz aufrecht zu erhalten, der für die Anerkennung der Heilanstalten und Spitäler aufgestellt wurde. Voraussetzung für die Anerkennung ist der gemeinnützige Charakter der Präventorien.

## Prescriptions no. 386 A/42 concernant les articles de pansement de provenance indigène

### A. Prix de fabrique

1. Les fabricants suisses d'articles de pansement sont autorisés à relever les prix de gros et de mi-gros pratiqués actuellement, établis conformément aux prescriptions no. 367 A, du 10 janvier 1941, des taux maximums suivants:

- a) Articles en ouate, tels que ouate imprégnée, ouate pour hôpitaux, ouate écrue, ouate industrielle, rouleaux de ouate pour dentistes, mèche de coton blanchi, rondelles de ouate pour filtrer le lait et ouate de pansement\* 15% au max.
- b) Gaze et articles en tissus, tels que bandes de gaze coupées, bandes de gaze à fisières, langes, gaze en paquets, serviettes hygiéniques lavables 18% au max. gaze imprégnée, compresses de gaze, bandes plâtrées, draps triangulaires et quadrangulaires 15% au max. suspensoirs, cartouches 10% au max. bandes élastiques 20% au max.
- c) Articles tricotés, tels que bandes en tricot forme d'outre doigters en tricot 15% au max.
- d) Autres articles: Lors du calculs des articles non mentionnés sous lettres de a—c, tels que doigters en cuir, coffrets de pansements, soies dentaires, ceintures pour serviettes, ainsi que lors du calcul des prix des articles vendus au prix du jour, les marges absolues (en francs et centimes) qui peuvent être justifiées et qui ont été appliquées avant la guerre par les fabriques d'articles de pansement pour les frais de fabrication, les frais généraux et le bénéfice peuvent être augmentée de 30% au max.

2. Les augmentations maximums précitées (sous chiffre 1) ne pourront être appliquées intégralement que si la nécessité peut en être prouvée à l'aide des calculs des prix des divers articles en cause.

3. Quand le montant de la facture relatives aux livraisons s'élève à 60 francs, les fabriques d'articles de pansement effectueront l'expédition franco domicile de l'acheteur.

4. Les présentes prescriptions ne confèrent aucun droit d'annuler ou de modifier les contrats de livraison en vigueur qui doivent être exécutés conformément aux dispositions contractuelles et aux règles du droit civil. L'application de clauses dites de hausse est interdite.

5. En vertu de l'ordonnance 1 du département

\* Quant à la ouate médicinale I et II, nous renvoyons à la circulaire du service fédéral du contrôle des prix, du 24 septembre 1942, qui demeure applicable.

fédéral de l'économie publique, du 2 septembre 1939, concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché, les fabriques suisses de pansements ont l'obligation d'imprimer, à partir du 15 décembre 1942, les prix maximums de détail indiqués à l'alinéa B sur tous les emballages des articles confectionnés pour la vente au détail et dont les prix s'élèvent, conformément aux présentes prescriptions, à 50 centimes et plus par paquet. (Exemple: 1 fr. 50 nets).

### B. Prix de détail

1. Les prix de vente au détail seront fixés sur la base de la marge commercial absolue (en francs et centimes) appliquée avant la guerre et pouvant être justifiée. Celle-ci peut être majorée de 20% au maximum.

2. Les détaillants qui disposent de marchandises achetées aux prix de fabrique pratiqués jusqu'ici sont tenus de les revendre aux prix appliqués jusqu'à ce jour.

### C. Dispositions d'ordre général

1. Bénéfices illicites: Demeurent réservées les dispositions de l'article 2, lettre a, de l'ordonnance 1 du département fédéral de l'économie publique, du 2 septembre 1939, concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché, interdisant d'exiger ou d'accepter à l'intérieur du pays pour des marchandises ou prestations quelconques, des prix ou contre prestations quicompte tenu des prix de revient usuels — procureraient des bénéfices incompatibles avec la situation économique générale.

2. Sanctions pénales: Quiconque contrevent aux présentes prescriptions est passible des sanctions prévues à l'arrêté du Conseil fédéral, du 24 décembre 1941, aggravant les dispositions pénales en matière d'économie de guerre et les adaptant au Code pénal suisse. Sont également applicables: l'arrêté du Conseil fédéral, du 12 novembre 1940, concernant la fermeture préventive de locaux de vente et d'ateliers, d'entreprises de fabrication et d'autres exploitations, l'ordonnance no. 3 du département fédéral de l'économie publique, du 18 janvier 1940, concernant le

séquestre et la vente forcée et l'ordonnance no. 5 du département fédéral de l'économie publique, du 14 novembre 1940, concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché.

### 3. Entrée en vigueur:

a) Prix de fabrique: Les nouveaux prix de fabrique fixés par les présentes prescriptions entrent en vigueur le 26 octobre 1942.

b) Prix de vente au détail: Les nouveaux prix de détail établis par les présentes prescriptions entrent en vigueur le 15 décembre 1942.

Dès cette date, les prescriptions no. 367 A, du 10 janvier 1941 et no. 386 A, du 28 janvier 1941, sont rapportées. Les faits intervenus avant la promulgation des présentes prescriptions seront jugés d'après les dispositions précédemment en vigueur.

Montreux, le 26 octobre 1942

Département fédéral de l'Economie publique:  
Le chef du service du contrôle des prix.

## Verfügung Nr. 386 A/42 über die von den schweizerischen Verbandstoff-Fabriken hergestellten Artikel

### A. Fabrikverkaufspreise

1. Die schweizerischen Verbandstoff-Fabriken werden hiermit ermächtigt, die derzeit gültigen, nach Verfügung Nr. 367 A vom 10. Januar 1941 errechneten Engros- und Migrospreise maximal wie folgt zu erhöhen:

- a) **Watte-Artikel**, wie imprägnierte Watte, Spital-Watte, Roh-Watte, Industrie-Watte, Zahnwatt-Rollen, Watteschnur, Watte-Filter sowie Verband-Watte\*) max. 15%
- b) **Gaze- und Gewebe-Artikel**, wie geschnittenen Binden, festkantige Binden, Windeln, abgepackte Gaze, waschbare Damenbinden max. 18% Imprägnierte Gaze, Gaze-Kompessen, Gipsbinden, Dreieck- u. Viereck-Tücher max. 15% Suspensorien, Patronen max. 10% Elastische Binden max. 20%
- c) **Trikot-Artikel**, wie Trikot-Schlauchbinden, Trikot-Fingerlinge max. 15%
- d) **Uebrige Artikel**: Bei der Kalkulation der unter Ziffern a—c nicht genannten Artikel wie Leder-Fingerlinge, Verbandkästen, Zahnsieide, Bindengürtel, sowie bei der Kalkulation der Verkaufspreise für die sog. Tagespreis-Artikel, darf die von den Verbandstoff-Fabriken vor dem Krieg ausweisbar realisierte absolute Marge (in Franken und Rappen) für Fabrikationskosten, allgemeine Unkosten und Nutzen um max. 30% erhöht werden.

2. Die höchstzulässigen Aufschläge gemäß Ziff. 1 hiervor dürfen nur dann voll ausgenutzt werden, wenn auf Grund der Einzelkalkulation die Notwendigkeit hierzu nachgewiesen werden kann.

3. Von einem Fakturabtrag von Fr. 60.— an erfolgt die Lieferung durch die Verbandstoff-Fabriken franko Domizil des Käufers.

4. Die vorliegende Verfügung berechtigt nicht zur Aufhebung oder Abänderung laufender Lieferungsverträge. Deren Erfüllung richtet sich nach den vertraglichen Abmachungen und den zivilrechtlichen Bestimmungen. Die Anwendung von Hafteklauseln ist unstatthaft.

5. Die schweizerischen Verbandstoff-Fabriken werden hiermit auf Grund von Verfügung 1 des eidg. Volkswirtschaftsdepartements vom 2. September 1939 betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung verpflichtet, die nach Abschnitt B hier-nach maximal zulässigen Publikumsverkaufspreise ab 15. Dezember 1942 auf sämtliche Packungen von Artikeln, die ab Fabrik in Detailaufmachung

geliefert werden und deren Publikumsverkaufspreis nach dieser Verfügung 50 Rp. je Packung und mehr beträgt, aufzudrucken. (Beispiel für den Aufdruck: Fr. 1.50 netto.)

### B. Publikumsverkaufspreise

1. Bei der Festsetzung der maximal zulässigen Publikumsverkaufspreise ist auszugehen von der vor dem Krieg nachweisbar realisierten absoluten Handelsspanne (in Franken und Rappen), welche um maximal 20% erhöht werden darf.

2. Vom Detaillisten zu den bisherigen Fabrikverkaufs-Preisen zugekauft Ware ist zu den bisherigen Publikumsverkaufspreisen abzugeben.

### C. Allgemeine Bestimmungen

1. **Verbot unvereinbarer Gewinne**: Vorbehalten bleiben die Bestimmungen gemäß Art. 2, lit. a der Verfügung 1 des eidg. Volkswirtschaftsdepartements vom 2. September 1939 betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung; danach ist es untersagt, im Inland Preise zu fordern oder anzunehmen, die unter Berücksichtigung der brancheüblichen Selbstkosten einen mit der allgemeinen Wirtschaftslage unvereinbaren Gewinn verschaffen würden.

2. **Strafbestimmungen**: Widerhandlungen gegen diese Verfügung werden nach den Strafbestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 24. Dezember 1941 über die Verschärfung der kriegswirtschaftlichen Strafbestimmungen und deren Anpassung an das schweizerische Strafgesetzbuch bestraft. Ferner wird verwiesen auf den Bundesratsbeschluß vom 12. November 1940 betreffend die vorsorgliche Schließung von Geschäften, Fabrikationsunternehmungen und andern Betrieben, sowie auf die Verfügung 3 des eidg. Volkswirtschaftsdepartements vom 18. Januar 1940 betreffend Beschlagnahme und Verkaufszwang.

### 3. Inkrafttreten:

a) **Fabriksverkaufspreise**: Die neuen Fabrikverkaufspreise dieser Verfügung treten mit Wirkung ab 26. Oktober 1942 in Kraft.

b) **Publikumsverkaufspreise**: Die neuen Publikumsverkaufspreise dieser Verfügung treten am 15. Dezember 1942 in Kraft.

Gleichzeitig werden die Verfügungen Nr. 367 A vom 10. Januar 1941 und Verfügung Nr. 386 A vom 28. Januar 1941 aufgehoben.

\*) Was Medikations-Watte I und II anbetrifft, wird verwiesen auf das Zirkularschreiben der eidg. Preiskontrollstelle vom 24. September 1942, welches seine Gültigkeit behält.

Die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Verfügung eingetretenen Tatbestände werden auch fernerhin gemäß den bisherigen Bestimmungen beurteilt.

Montreux, den 26. Oktober 1942

Eidg. Volkswirtschaftsdepartement:  
Der Chef der Preiskontrollstelle.

## Zur Behandlung der Vitamin C-Mangelkrankheit

Gute Ratschläge erteilt M. D. Jermolenko im „Kriegssanitätswesen“ Nr. 12 1940. Mit folgenden Nahrungsmittelmengen hat er gute Erfolge erhalten: Gekochter Kohl 80—100, Kartoffeln, in kochendes Wasser eingelegt und höchstens 20 Minuten gekocht, 100—200, Tomaten 100—200, Zwiebeln 120, rote Radieschen 120—140, schwarze Johannisbeeren 4 Gramm pro Tag, Sauerampfersaft 50—100cm<sup>3</sup>. Bei Gemüsemangel können täglich 2—3 Gläser eines Auszuges von Klee-, Löwenzahn-, Melde- oder Erdbeerblatt gegeben werden. In ernsten Erkrankungsfällen empfiehlt Jermolenko gekeimten Roggen, erhalten durch 3—4 tägige Keimung bis zur Keimlänge von 2cm. Werden hiervon täglich 100—200 gr unter gleichzeitiger Erhöhung der Kartoffel- und Zwiebelmenge roh als Salat oder nach Verkleinerung als Grütze abwechselnd mit der gleichen Menge eines Tannen- oder Kiefernadelauszuges (1 gr auf 5 cm<sup>3</sup> Wasser) über einen Tag verabreicht, so ist schon am 7. bis 8. Tage eine Besserung zu erkennen. Gekeimter Roggen (50 gr täglich) ist auch ein gutes Avitaminosevorbeugungsmittel.

Scarborough dagegen behandelt Mangel an Vitamin C und Vitamin P beim Menschen mit Vitaminen selber („Lancet“ II/1940): In Untersuchungen an 6 verschiedenen Fällen, bei denen in 2 Fällen ein P-Mangelzustand durch Versuche erzeugt wurde, wurde beobachtet, daß subcutane Blutungen (charakteristisch für Skorbut) durch Vitamin P nicht beeinflußt werden; durch Vitamin C werden sie innerhalb von 24 Stunden geheilt. Auch die übrigen Skorbutsymptome werden durch Vitamin P nicht beeinflußt. Durch Behandlung mit Vitamin P vor oder nach Zufuhr von Vitamin C wird bei Skorbutkranken der Capillarenwiderstand erhöht; dieser wird durch Zufuhr von Vitamin C, A, B1 oder D allein nicht beeinflußt. —

Da im Herbst, Winter und Frühjahr aber die von Jermolenko empfohlenen Früchte, Gräser etc. fehlen werden oder durch die lange Lagerung ihr Vitamin C verloren haben (es wird leicht oxydiert!), so hilft man sich heute mit synthetischem Vitamin C aus, wie Scarborough in seinen Fällen der Vitamin C-Mangelkrankheit.

Dr. Sch.

## VSA Verein für Schweizerisches Anstaltswesen (Gegründet 1844)

Präsident: Karl Bürki, Vorsteher des Burgerlichen Waisenhauses Bern, Tel. 4 12 56

Vizepräsident und Redaktor: Emil Gossauer, Waisenvater, Regensdorferstr. 115, Zürich 10, Tel. 67584

Aktuar: A. Joss, Verwalter des Bürgerheims Wädenswil, Telefon 956941

Zahlungen: Postcheck III 4749 (Bern) - Kassier: P. Niffenegger, Vorsteher, Steffisburg, Telefon 2 29 12

**Totentafel.** Wir nehmen Abschied von zwei Treuen, die ihr Leben den andern geschenkt haben:

Herr Adolf Wettstein, a. Verwalter der kant. Zwangserziehungsanstalt Gmünden. Er starb kurz nach seinem 70. Geburtstag.

Herr Eduard Widmer, a. Vorsteher der Anstalt Brünnen. Er verschied im 68. Lebensjahr.

Zwei wackere Vorsteher und Freunde sind von uns gegangen, wir bewahren ihnen ein ehrendes, liebes Andenken.

**Neumitglieder:** Wir begrüßen herzlich: Herr Tamme Delhas, Vorsteher Prinzen Beatrix Lyceum, Glion s. M. Fräulein Dora Straßer, Hausbeamtin Prinzen Beatrix Lyceum, Glion s. M. Fräulein Bertha Schürch, Vorsteherin Waisenstift zur Heimat, Brünnen (Bern).

Als **Kollektivmitglied** trat ein: Prinzen Beatrix Lyceum, Glion s. M.

Aus dem **Vorstand**. Der Vorstand hat beschlossen, die nächste Tagung 1943 in Luzern abzuhalten. Das Hauptreferat befaßt sich mit dem Problem: Unsere Anstalten und ihre Kommissionen. Wir beabsichtigen, auch Kommissionsmitglieder einzuladen und machen heute schon auf diese Veranstaltung aufmerksam.

Unser V.S.A. wird sich fortan, wie die übrigen Organisationen der ZEWO-Marke bedienen und damit auch äußerlich als gemeinnützige Institution gekennzeichnet sein. Wir ermuntern unsere Anstalten, sich ebenfalls mit dieser Frage zu befassen, sie wenden

sich an die Zentralauskunftstelle für Wohlfahrtsunternehmungen, Brandschenkestr. 36, Zürich 2.

In der gleichen Sitzung wurden eine Reihe Unterstützungen beschlossen. Dabei erkennt man den reichen Segen, der von unserer Hilfskasse ausgeht. Eine neu gebildete Kommission, deren Mitglieder nicht dem Vorstand angehören, wird sich mit dem Lehrlingsproblem in den Erziehungsanstalten befassen.

**Bethesda**, Fürsorgeverein für Epileptische in Bern mit Anstalt in **Tschugg**. Hier vertritt ein Zirkular den Bericht. Nach kaum einjähriger Wirksamkeit starb Herr Werner Hegi. Als Nachfolger wurde Herr Friedrich Wittwer-Mäder gewählt. Der bisherige Präsident Herr Fürsprecher v. Fischer wurde durch Fürsprecher Wäber ersetzt. Als neu gewählter Sekretär wirkt nun Notar Kurt Maybach.

E. G.

Schweiz. Arbeits- und Altersheim für Taubstumme im **Schloß Turbenthal**. 1941 wird als Baujahr bezeichnet, die Totalrenovation schloß mit einem Defizit ab. Statuten und Reglemente wurden gedruckt. Die offizielle Eröffnung fand am 19. Februar 1942 statt, unter dem Vorsitz von Stadtrat Dr. Landolt, dem Präsidenten der Gemeinnützigen Gesellschaft.

Es können 15 Pfleglinge aufgenommen werden. Als Hauseltern amten Herr und Frau Früh.

„Das Heim will solchen taubstummen Männern und Ehepaaren dauernd Aufenthalt gewähren, die zufolge ihres Hörgebrechens in innere und äußere Not geraten sind. Insbesondere will es eine der seelisch-geistigen Eigenart Taubstummer angepaßte Arbeits- und Pflege-